



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE
Membre de l'Association Internationale de la Libre Pensée (IAFT-AILP)
10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS –
Tél. : 01 46 34 21 50 – Fax : 01 46 34 21 84
libre.pensee@wanadoo.fr – <http://www.fnlp.fr>



<https://fr-fr.facebook.com/federationnationalelibrepensee>



@LP_Nationale

Discours de Christophe Bitaud de la CAN de la Fédération nationale de la Libre Pensée *Au Mur des Fédérés de la Commune de Paris* *1^{er} mai 2018 -*

Comme il est tradition maintenant, la Libre Pensée était présente devant le Mur des Fédérés le 1^{er} mai, avec les organisations syndicales ouvrières se réclamant de la Charte d'Amiens. Sous la Présidence de Jacques Girod, responsable de l'Union départementale de la CGT-Force Ouvrière de Paris, ont pris la parole : Valérie Lesage, Secrétaire général de l'URIF-CGT, Michel Galin, Secrétaire général de l'URIF-FSU et Gabriel Gaudy, Secrétaire général de l'URIF-FO. L'UNEF était également présente.

Notre camarade **Christophe Bitaud** est intervenu au nom de la Libre Pensée

Amis, Sœurs et Frères, Compagnons et Camarades,

Je vous apporte le salut fraternel de la Libre Pensée. C'est aujourd'hui une tradition bien établie, les partis, les syndicats, les associations se réclamant de la classe ouvrière se retrouvent au Mur des Fédérés, le 1^{er} mai, pour rendre hommage aux communards tombés sous les balles de la réaction versaillaise.



C'était il y a 147 ans, c'était il y a bien longtemps à l'échelle de la vie d'un homme, c'était hier pour l'histoire. La classe ouvrière de Paris s'emparait du pouvoir ou peut-être plus précisément s'attaquait au pouvoir, car la Commune de Paris fut collectiviste et fédéraliste. Le communard **Gustave Lefrançais** ne déclarait-il pas «*La Commune n'avait pas seulement pour but de décentraliser le pouvoir, mais de faire disparaître le pouvoir lui-même*» ?

Vaste programme s'il en est ? qui avait bien peu de chance de se réaliser au regard de l'éphémère durée de vie de la Commune, du 18 mars au 21 mai 1871. Mais que de réalisations sociales et politiques en si peu de temps !

Les usines abandonnées par la bourgeoisie en fuite furent remises aux mains des associations ouvrières, le traitement des fonctionnaires de l'administration et du gouvernement ne dépassait pas celui d'un ouvrier, le peuple en arme remplaçait l'armée de métier, remise des trois derniers termes de loyer, réforme du crédit municipal, droit de vote des femmes, séparation de l'Eglise et de l'Etat, école laïque et gratuite, interdiction du travail de nuit... Tout cela en 72 jours !

Certes, et c'est là, selon les termes de **Kundera** «*l'insoutenable légèreté de l'être*», on ne refait pas l'histoire mais on peut légitimement se demander dans quelle société nous évoluerions en ce début de XXI^{ème} siècle si nos glorieux

aînés avaient eu le temps pour eux, si la *Semaine sanglante*, si la violence de la bourgeoisie n'avait mis brutalement un terme à l'expérience de la Commune. Si nous ne pouvons répondre à cette question, au moins pouvons-nous analyser l'actualité politique à l'aune des enseignements de la **Commune**.

Nous nous revendiquons de l'héritage de la *Commune sociale, démocratique, laïque internationaliste*, mais force est de constater que les héritiers de **Thiers** et des *Versaillais* sont au pouvoir et que, fidèles à leurs ancêtres, la politique qu'ils mènent est antisociale, répressive, cléricale et militariste.



La réaction s'attaque à tous les acquis de la classe ouvrière, au Code du travail, au Statut des cheminots, et gagnons que s'ils parviennent à leurs fins, mais il y a loin de la coupe aux lèvres, c'est le statut de la Fonction publique qui sera sur la sellette. Il faut être un *versaillais* pour supprimer l'ISF et dans le même temps augmenter la CSG des retraités, pour voler le salaire différé des français.

Le gouvernement **Macron**, ne supporte pas la contestation et répond par la répression à tous ceux qui s'opposent à sa politique réactionnaire, les travailleurs, les étudiants, les syndicalistes... Les CRS matraquent les manifestants, évacuent dans la violence les étudiants qui occupent pacifiquement les universités.

La *Commune de Paris* avait instauré la laïcité en séparant l'Eglise de l'Etat. Macron, pour sa part, n'hésite pas, dans l'exercice de ses fonctions présidentielles, à se rendre à la **Conférence des Evêques de France** au *Collège des Bernardins*. C'est la première fois qu'un Président de la République répond favorablement à une telle invitation. C'est indéniablement une entorse flagrante au principe de Séparation des Eglises et de l'Etat consacrée par la **Loi du 9 décembre 1905**.

Entorse confirmée par les propos **d'Emmanuel Macron** : « Pour nous retrouver ici ce soir, Monseigneur, nous avons, sans doute, vous et moi bravé, les sceptiques de chaque bord. Et si nous l'avons fait, c'est sans doute que nous partageons confusément le sentiment que le lien entre l'Eglise et l'Etat s'est abîmé, et qu'il nous importe à vous comme à moi de le réparer.... Un Président de la République prétendant se désintéresser de l'Eglise et des catholiques manquerait à son devoir. »

C'est bien d'une violation de la loi de Séparation qu'il s'agit. Mettre sur le même plan, l'Eglise et les catholiques, c'est confondre l'institution cléricale qu'est l'Eglise catholique et des citoyens qui sont catholiques. Il y a une loi de Séparation entre les Eglises et l'Etat, pas entre les citoyens-croyants et l'Etat.

La politique extérieure de **Macron**, qui aime à se comparer, en toute modestie, à **Jupiter**, n'est pas sans rappeler la phrase **d'Horace** : « C'est quand Jupiter fait gronder la foudre que nous croyions qu'il règne dans les cieux. » Précision utile, pour ma part, je ne conjugue jamais le verbe croire à la première personne. Ce gouvernement, comme tant d'autres, est belliciste et impérialiste. Le bombardement du peuple syrien au profit des États-Unis et du capitalisme financier porteur de mort et de destruction en est la plus récente illustration.

Face à la réaction en marche se dressent les héritiers de la *Commune sociale, laïque, internationaliste*, dont nous sommes.

Ni dieu, ni maître ! A bas la calotte et vive la Commune !